



Revue de presse



Mercredi 12 Juin 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances publiques: la transformation numérique en cours est d'une importance "cruciale"



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance "cruciale" que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances, affirmant que les réformes engagées en ce sens permettront, notamment, de mettre en place un système intégré de gestion budgétaire (SIGB).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Versement anticipé de la contribution financière de l'Algérie au budget de l'Autorité palestinienne](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, mardi, le versement anticipé par l'Algérie de la deuxième tranche de sa contribution financière au budget de l'Autorité palestinienne au titre de l'année en cours, formant le vœu de voir cette mesure contribuer à "atténuer les souffrances de nos frères à Ghaza".



[Partenariat fructueux Algérie - UE : la gestion des finances publiques consolidée](#)



«Ce programme, fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement algérien et l'Union européenne, marque une étape cruciale dans notre ambition de consolider la gestion des finances publiques et de mobiliser davantage de ressources pour financer le développement économique et social en Algérie.»

C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, lors d'un séminaire qu'il a présidé sur «le point de situation» du projet d'Appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques, «PAGFAL».

Faid: «La transformation numérique en cours est d'une importance cruciale»



Faid met l'accent sur l'importance « cruciale » que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances.

« Je reconnais pleinement l'impératif crucial de l'intégration des technologies innovantes, notamment de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans la gestion efficace des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive », a indiqué le ministre des Finances, lors d'une rencontre sur le programme algéro-européen d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Le Pétrole à près de 81,5 dollars

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, cédait 0,20% à 81,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, perdait 0,26% à 77,54 dollars. La veille, les prix du brut avaient grimpé de près de 3% en raison d'achats spéculatifs, au moment où la demande pourrait monter en flèche à

Finances publiques : la transformation numérique en cours est d'une importance «cruciale»



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance «cruciale» que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances, affirmant que les réformes engagées en ce sens permettront, notamment, de mettre en place un système intégré de gestion budgétaire (SIGB).

«Je reconnais pleinement l'impératif crucial de l'intégration des technologies innovantes, notamment de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans la gestion efficace des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive», a-t-il indiqué, lors d'une rencontre sur le programme algéro-européen d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).



Finances publiques : La transformation numérique en cours est d'une importance « cruciale ».



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a souligné mardi à Alger l'importance « cruciale » de la transformation numérique en cours dans le secteur financier, précisant que les réformes entreprises dans ce sens permettront notamment la mise en place d'un système intégré gestion budgétaire. système (SIGB).

« Je reconnais pleinement l'impératif crucial d'intégrer les technologies innovantes, notamment l'intelligence artificielle et la numérisation, dans la gestion efficace des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive », a-t-il déclaré, lors d'une réunion sur le Programme Algérie-Européen d'appui à la gestion des finances publiques et mobilisation des ressources internes en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Finances publiques: La transformation numérique en cours est d'une importance «cruciale»



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a mis l'accent, ce mardi à Alger, sur l'importance «cruciale» que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances, affirmant que les réformes engagées en ce sens permettront, notamment, de mettre en place un système intégré de gestion budgétaire (SIGB).



Entretien avec Brahim Guendouzi : 5 pistes pour un PIB à 400 Milliards \$

Porter le produit intérieur brut (PIB) à un niveau de 400 milliards de dollars, c'est l'objectif que se fixe désormais l'Algérie pour fin 2026, début 2027. Que faire pour y parvenir ? Que représente exactement cet indicateur de développement économique ? Comment et sur quelle base de référence est-il calculé ? Autant de questionnements qui reviennent souvent dans le débat national ces quelques derniers mois et auxquels le professeur d'économie Brahim Guendouzi nous apporte quelques éléments de réponse et d'analyse à travers cet entretien.

Réforme des finances publiques : Vers une gestion modernisée et diversifiée



Sous la supervision du ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est tenue ce mardi au Centre International des Conférences d'Alger (CIC), une conférence intitulée « Situation et Perspectives » concernant le Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques et à la Mobilisation des Ressources Locales en Algérie (PAGFAL).

L'événement a vu la participation de l'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie et du directeur général du budget, ainsi que de nombreux hauts responsables et cadres supérieurs de divers secteurs.

Réussite du Programme algéro-européen, «PAGFAL» : Faïd appelle à relever le défi pour construire une Algérie, plus prospère et développée

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a souligné ce mardi à Alger, que la mise en œuvre du Programme d'appui à la gestion des finances publiques, et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL), représente un engagement fort du Gouvernement, à réformer la gestion des finances publiques.

Finances publiques : la transformation numérique en cours est d'une importance « cruciale »

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance « cruciale » que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances, affirmant que les réformes engagées en ce sens permettront, notamment, de mettre en place un système intégré de gestion budgétaire (SIGB).

« Je reconnais pleinement l'impératif crucial de l'intégration des technologies innovantes, notamment de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans la gestion efficiente des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive », a-t-il indiqué, lors d'une rencontre sur le programme algéro-européen d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

مالية عمومية: التحول الرقمي يكتسي أهمية "قصوى"



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، على الأهمية "القصوى" التي يكتسيها التحول الرقمي، المطبق حاليا في قطاع المالية، مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية.

وقال الوزير خلال لقاء حول البرنامج الجزائري-الأوروبي لدعم تسيير المالية العمومية و تخصيص الموارد المحلية بالجزائر، بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي، "انني مدرك تماما الضرورة القصوى لإدراج التكنولوجيات المبتكرة، سيما الذكاء الاصطناعي و الرقمنة في التسيير الفعال للمالية العمومية و الحفاظ على اقتصاد حديث و تنافسي".

وزير المالية يؤكد: التحول الرقمي الجاري يكتسي أهمية "قصوى"



أكد وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, على الأهمية "القصوى" التي يكتسيها التحول الرقمي. المطبق حاليا في قطاع المالية, مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية.

وقال الوزير خلال لقاء حول البرنامج الجزائري-الأوروبي لدعم تسيير المالية العمومية و تخصيص الموارد المحلية بالجزائر, بين الجزائر و الاتحاد الأوروبي, "انني مدرك تماما الضرورة القصوى لإدراج التكنولوجيات المبتكرة, سيما الذكاء الاصطناعي و الرقمنة في التسيير الفعال للمالية العمومية و الحفاظ على اقتصاد حديث و تنافسي."



اعتبرها إحدى ركائز الاقتصاد الوطني

وزير المالية يجزم: "لا تجريد لمهنة المحاسبة"

أوضح فايد لعزیز، وزير المالية، أن الدولة لم تجرّد مهنة المحاسبة وذلك سواء تعلق الأمر بمنح الاعتماد أو رخص فتح مكاتب المحاسبة، كون هذه الأخيرة تمثل إحدى ركائز الاقتصاد الوطني.

وجاء توضيح الوزير، رداً بتاريخ 2 جوان الجاري على مسائلة برلمانية كتابية، تساءل صاحبها عن موعد رفع التجريد على رخص فتح مكاتب محاسب مالي، مشيراً في هذا الصدد إلى أن القانون رقم 10-01 المؤرخ في 29 جوان 2010، المتعلق بمهنة خبير محاسب ومحافظ حسابات ومحاسب معتمد، ينص في أحكام المادة 08 منه، على أنه من بين الشروط الواجب توفرها لممارسة مهنة خبير محاسب أو مهنة محافظ حسابات أو مهنة محاسب معتمد، أن يكون ذو جنسية جزائرية ومعتمداً من طرف الوزير المكلف بالمالية ومسجلاً في المصف الوطني للخبراء المحاسبين أو في الغرفة الوطنية لمحافظي الحسابات أو في المنظمة الوطنية للمحاسبين المعتمدين وأن يؤدي اليمين، بالإضافة إلى ما ورد من أحكام في المرسوم التنفيذي رقم 11-30 المؤرخ في 27 جانفي 2011، المحدد لشروط وكيفيات الاعتماد لممارسة مهنة الخبير المحاسب ومحافظ الحسابات والمحافظ المعتمد.



مرحلة جديدة من الرقمنة وإصلاح المالية في الجزائر

تطبيق "ويب" لإعداد ميزانية 2025 ومراقبة كل دينار في الخزينة

تعتمد وزارة المالية، رسمياً، على تطبيق رقمي جديد لإعداد وتحضير ميزانية سنة 2025، بعنوان "إعداد"، مع تسطير نظام مدمج يشمل كل مراحل دورة الميزانية، ابتداءً من تحضير الخطة المالية السنوية، إلى تنفيذها وهذا لمراقبة كل دينار يدخل الخزينة أو يخرج منها، في وقت تستعين السلطات بالخبرة الأوروبية في تنفيذ الإصلاحات المالية عبر برنامج يحمل تسمية "باغال" يتم تطبيقه نموذجياً على مستوى 5 وزارات وولايتين، لدعم تسيير المالية العمومية وتعبئة الموارد المحلية.

فايد: التحول الرقمي الجاري يكتسي أهمية "قصوى"



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، على الأهمية "القصوى" التي يكتسبها التحول الرقمي، المطبق حاليا في قطاع المالية، مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية.

وقال الوزير خلال لقاء حول البرنامج الجزائري-الاوروبي لدعم تسيير المالية العمومية و تخصيص الموارد المحلية بالجزائر، بين الجزائر و الاتحاد الاوروبي، "انني مدرك تماما الضرورة القصوى لإدراج التكنولوجيات المبتكرة، سيما الذكاء الاصطناعي و الرقمنة في التسيير الفعال للمالية العمومية والحفاظ على اقتصاد حديث وتنافسي."

وزير المالية يؤكد أن التحول الرقمي الجاري يكتسي أهمية قصوى

أكد وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, على الأهمية “القصوى” التي يكتسيها التحول الرقمي, المطبق حاليا في قطاع المالية, مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية.

وقال الوزير خلال لقاء حول البرنامج الجزائري-الاوروبي لدعم تسيير المالية العمومية و تخصيص الموارد المحلية بالجزائر, بين الجزائر و الاتحاد الاوروبي, “انني مدرك تماما الضرورة القصوى لإدراج التكنولوجيات المبتكرة, سيما الذكاء الاصطناعي و الرقمنة في التسيير الفعال للمالية العمومية و الحفاظ على اقتصاد حديث و تنافسي.”



مالية عمومية: التحول الرقمي يكتسي أهمية “قصوى”



أكد وزير المالية, لعزیز فايد, اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة, على الأهمية “القصوى” التي يكتسيها التحول الرقمي, المطبق حاليا في قطاع المالية, مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية.

وزير المالية يبرز أهمية التحول الرقمي في القطاع



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء، على الأهمية القصوى التي يكتسبها التحول الرقمي، المطبق حاليا في قطاع المالية، مشيرا إلى أن الإصلاحات الجارية في هذا الخصوص تسمح خاصة بوضع نظام مدمج لتسيير الميزانية. وفي كلمة له خلال لقاء حول البرنامج الجزائري-الأوروبي لدعم تسيير المالية العمومية و تخصيص الموارد المحلية بالجزائر، بين الجزائر و الاتحاد الاوروبي، قال وزير المالية إنه مدرك تماما للضرورة القصوى لإدراج التكنولوجيات المبتكرة، لاسيما الذكاء الاصطناعي و الرقمنة في التسيير الفعال للمالية العمومية والحفاظ على اقتصاد حديث وتنافسي.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

La réforme budgétaire à l'aune du projet Pagfal

«Ce programme, fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement algérien et l'Union européenne, marque une étape cruciale dans notre ambition de consolider notre gestion des finances publiques», selon le ministre des Finances • Ce projet, qui s'étale sur trois ans, «porte une valeur de 12 millions d'euros», selon le chef de la Délégation de l'UE en Algérie

Discipline budgétaire, allocation optimale des ressources publiques et efficacité des services fournis par l'État. Ce sont là les trois objectifs auxquels doit aboutir la réforme engagée par le ministère des Finances en 2023 à la faveur de la loi organique relative aux lois de finances de 2018. Un séminaire sur le projet d'appui à la gestion des finances publiques en Algérie (Pagfal), organisé par Expertise France, résultat d'un partenariat entre le ministère des Finances et l'Union européenne, a été organisé hier à Alger. «Ce programme, fruit d'une collaboration étroite entre le gouvernement algérien et l'Union européenne, marque une étape cruciale dans notre ambition de consolider notre gestion des finances publiques et de mobiliser davantage de ressources pour financer notre développement économique et social», a, dans une allocution d'ouverture, déclaré le ministre des Finances, Larzi Faid. Ainsi, il a affirmé à l'occasion que «le gouvernement algérien a décidé de réformer en profondeur le système de gestion des finances publiques. Il s'agit de renforcer la discipline budgétaire, d'optimiser l'allocation des ressources publiques et d'améliorer l'efficacité des services



Larzi Faid lors du séminaire sur le projet d'appui à la gestion des finances publiques

fournis par l'État». Tout en explicitant le sens de cette réforme, il affirmait que celle-ci vise à transformer le modèle algérien en favorisant notamment une «réduction de la dépendance aux hydrocarbures». Et pour cela, il considère que «la diversification économique passe, entre autres, par une modernisation du système financier et une amélioration du climat des affaires dans l'objectif d'attirer

des investissements directs étrangers (IDE) hors secteur pétrolier». Abordant le thème du just, il affirmait que «le Pagfal est un programme ambitieux et structuré qui vise à répondre à des enjeux majeurs». Il citera par ailleurs l'amélioration des capacités de ministère des Finances en termes de pilotage et de conduite des réformes, celle de la qualité de la dépense publique, la comptabilité générale et

droits constatés, le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures en élargissant l'assiette fiscale, en luttant contre la fraude fiscale et en améliorant la collecte des recettes fiscales. «C'est dans cette optique», a-t-il dit, que le Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) a été défini et fait l'objet d'un projet spécifique dont la réalisation a été rendue possible grâce au soutien financier de la

délégation de l'Union européenne. Le SIGB est central dans l'écosystème du système d'informations de gestion des finances publiques, car il couvre une grande partie de la dorsale budget-comptabilité.»

Pour sa part, l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Thomas Eckert, a déclaré, en guise de présentation de «ce projet commun» dans le domaine de la gestion des finances publiques, que l'UE est engagée dans la mise en œuvre de la LOLF. «Au-delà de notre projet Pagfal, nous sommes également engagés à mener notre programme des jumelages et avec d'autres projets d'expertises», a-t-il annoncé. «Le projet pour la gestion des finances Pagfal, qui est géré en partenariat étroit entre le ministère des Finances, Expertise France et l'Union européenne en Algérie constitue un projet fort important. Il aura une durée de 3 ans. Le projet porte un volume de 12 millions d'euros. Le partenaire Expertise France est présent avec 5 experts résidents», a-t-il déclaré. Selon lui, «le projet s'aligne avec les grandes réformes entreprises par les autorités algériennes depuis septembre 2021».

Ab Benyahia

ENTRETIEN **LAAZIZ FAID. MINISTRE DES FINANCES**

«En diminuant les coûts, on maîtrise l'inflation»

■ En marge du séminaire sur le Projet d'appui à la gestion des finances publiques en Algérie (Pagfal), organisé par Expertise France, en partenariat avec le ministère des Finances, hier à Alger, le ministre Laaziz Faid a bien voulu nous expliquer la démarche du gouvernement sur la réforme budgétaire ainsi que la stratégie de lutte contre l'inflation.



LIRE L'ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ALI BENYAHIA PAGE 7

LAAZIZ FAID. *Ministre des Finances*

«En diminuant les coûts, on maîtrise l'inflation»

En marge du séminaire sur le Projet d'appui à la gestion des finances publiques en Algérie (Pagfal), organisé par Expertise France, en partenariat avec le ministère des Finances, hier à Alger, le ministre Laaziz Faid a bien voulu nous expliquer la démarche du gouvernement sur la réforme budgétaire ainsi que la stratégie de lutte contre l'inflation.

Propos recueillis Par
Ali Benyahia

Où en est le processus de mise en œuvre de la réforme budgétaire actuellement ?

Expertise France nous a aidés à mettre en place le dispositif avant l'intervention de la loi (Loi organique relative aux lois des finances adoptée en 2018, nlr). Il s'agit donc aujourd'hui de savoir comment réussir l'engagement de ce processus à la fois sur le plan technique, de la ressource humaine et de la gouvernance. Il y a, en effet, toujours des améliorations à faire.

S'agissant du dispositif lui-même, il n'est pas encore totalement prêt ? Dans le cadre de la réforme budgétaire, il est question d'impliquer la Cour des comptes, la comptabilité nationale, etc.

C'est pour cela que je dis que la réforme budgétaire n'est pas quelque chose qui se décrète. Elle a commencé en janvier 2023, et elle va s'établir dans le temps. Nombre de pays qui ont connu

ces réformes ont dû mettre 15 à 20 ans pour y parvenir. Au Canada, ce processus a vu le jour en 1974, mais ils sont encore en train de le perfectionner aujourd'hui. En France, ils ont mis une dizaine d'années pour le mettre en place, et ils sont en train d'y travailler jusqu'à présent. Et nous, nous essayons de profiter des expériences de ces pays qui nous ont devancés pour réussir notre processus. Nous avons besoin d'être accompagnés.

Il est vrai que ce processus de réforme est à ses débuts, puisque il en est à sa deuxième année aujourd'hui, mais est-ce que cela vous a permis d'avoir une meilleure visibilité ?

Deux ans après, nous avons constaté que la nouvelle culture est en train de s'enraciner. La première étape consiste en la maîtrise de l'architecture, des mécanismes à maîtriser, ensuite il y a le contenu, l'esprit de cette réforme. Cela est un autre débat sur lequel nous sommes en train de travailler avec l'intervention de la Cour des comptes, pour voir comment elle doit certifier les comptes, et le SGB, c'est-à-dire le système intégré de gestion budgétaire, qui est tout simplement la numérisation de l'opération de la dépense publique. On va s'engager. On est sur cinq ministères pilotes et une wilaya. Nous avons testé un dispositif qui a bien fonctionné. Il sera généralisé désormais.

Le succès de cette nouvelle démarche, n'est-



ce pas, dépend beaucoup de l'engagement de ceux qui sont chargés de gérer ce programme au niveau des ministères, puisque'il est question des budgets programmes.

Effectivement, il appartient au ministère des Finances d'accompagner les autres ministères qui gèrent les budgets programmes. Le projet est piloté par le ministère des Finances.

Et si on devait changer de registre pour parler d'un

sujet fort d'actualité, à savoir l'inflation. On voit bien que le niveau d'inflation a du mal à baisser en Algérie, en tout cas loin des objectifs souhaités, puisque la cible ne sera atteinte qu'à l'horizon 2028-2029, selon les chiffres du FMI. Y a-t-il réellement un problème de maîtrise d'inflation ou est-ce un choix délibéré du gouvernement ?

Le gouvernement a choisi de lutter contre l'inflation pour ramener son niveau à la baisse. La preuve, l'inflation est en train de diminuer et les derniers rapports de la BAD (Banque africaine de développement) et de la BM (Banque mondiale) attestent de la diminution de ce taux d'inflation. Et puis, dans le passé, la grande partie de cette inflation est une inflation importée. En effet, les prix sur le plan international ont sensiblement augmenté. Tout ce qu'on importait était grevé d'inflation.

Pourtant, à la lecture des rapports internationaux sur le sujet, l'inflation, contrairement

à ce que vous affirmez, serait davantage le fait de la hausse des prix des produits alimentaires frais que de l'inflation importée, puisque nous serions en présence d'une désinflation mondiale. Comment pouvez-vous expliquer cela ?

Ce n'est que maintenant que la désinflation a commencé, et elle touche d'ailleurs notre économie. C'est vrai qu'actuellement, il y a une diminution des prix... Dans le passé, effectivement, les produits frais, qui constituent 40% du panier, ont connu une augmentation importante. Mais, il y a actuellement une nette diminution de ces prix sur le marché.

Vous avez pris la décision de baisser les taux d'intérêt bancaires alors que le niveau d'inflation reste quand même important. Comment est-ce possible ?

Nous n'imposons pas la diminution des taux d'intérêt. C'est une orientation qu'on donne aux banques pour travailler dans cette direction. Et à travers cette diminution, ce sont les coûts d'investissement qui vont diminuer. Cela va avoir un impact sur l'ensemble des produits...

Il y a lieu de noter que cette décision est contraire aux recommandations du FMI qui préconise plutôt de s'éloigner d'une politique monétaire «accommodante», ainsi qu'il l'a qualifiée dans son dernier rapport...

Nous sommes souverains. Nous sommes en train de lutter contre l'inflation et sommes en train de tout mettre en place. Il est vrai que nous ne sommes maîtres de ce qui est en rapport avec l'inflation importée, mais lorsqu'il s'agit des produits intérieurs, nous constatons qu'il y a une légère diminution ces derniers mois et on va continuer à travailler dans cette direction. En diminuant les coûts, on maîtrise l'inflation. A.B.

Finances publiques

Le numérique est d'une importance «cruciale»

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a mis l'accent, mardi à Alger, sur l'importance "cruciale" que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances, affirmant que les réformes engagées en ce sens permettront, notamment, de mettre en place un système intégré de gestion budgétaire (SIGB). "Je reconnais pleinement l'impératif crucial de l'intégration des technologies innovantes, notamment de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans la gestion efficiente des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive", a-t-il indiqué, lors d'une rencontre sur le programme algéro-européen d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

C'est pour cela, a-t-il précisé, "que la mise en œuvre de cette réforme des finances publiques, encadrée notamment par la loi organique n 18-15 relative aux lois de finances a été accompagnée et appuyée d'une transformation numérique à travers la mise en place d'un système d'information adéquat qui soit fort, performant et conforme". Mettant en avant la volonté des pouvoirs publics de concrétiser la transformation numérique du secteur, M. Faid a noté à ce propos que le SIGB a été défini, soulignant qu'il s'agit

d'un outil "central dans l'écosystème du système d'information de gestion des finances publiques, car il couvre une grande partie de la dorsale budget-comptabilité".

Il a, dans ce sens, rappelé les réformes profondes engagées et qui portent sur le système de gestion des finances publiques en vue de "renforcer la discipline budgétaire, d'optimiser l'allocation des ressources publiques et d'améliorer l'efficacité des services fournis par l'Etat".

Visant aussi à améliorer le climat des affaires et à stimuler l'entrepreneuriat et élargir l'assiette fiscale, ces réformes sont sous-tendues par la promulgation en 2018 de la loi organique relative aux lois de finances, ayant donné lieu à un arsenal législatif important touchant l'investissement, la comptabilité des marchés publics et le secteur bancaire, a soutenu le ministre.

LE SYSTÈME DE GESTION BUDGÉTAIRE DÉPLOYÉ DÈS CETTE ANNÉE

Evoquant, le programme PAGFAL, lancé en 2023 avec un financement de l'ordre de 12 millions d'euros assurés par l'UE, M. Faid a précisé qu'il tend essentiellement à améliorer les capacités du ministère dans la conduite des réformes, améliorer la qualité de la dépense publique en

renforçant la planification et l'évaluation des dépenses et à renforcer la mobilisation des ressources intérieures en élargissant l'assiette fiscale et en luttant contre la fraude fiscale.

Parmi les objectifs visés, le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures à travers l'élargissement de l'assiette fiscale en luttant contre la fraude fiscale et en améliorant la collecte des recettes fiscales, a-t-il ajouté.

Cette rencontre consacrée à faire un point d'étape sur le programme mis en œuvre par l'agence Expertise France, s'est déroulée en présence du Chef de la délégation de l'UE en Algérie, Thomas Eckert.

Pour sa part, la directrice nationale du programme, Samia Alloun, a insisté sur la place centrale qu'occupe l'accompagnement de la partie algérienne en matière de numérisation dans le cadre du PAGFAL. Elle a fait savoir que le déploiement progressif du SIGB, qui permet l'exécution d'un budget ainsi que la tenue de la comptabilité budgétaire et générale en droits et obligations constatés, "débutera en 2024, avec pour objectif à terme, un déploiement généralisé à toute l'administration". Dans un premier temps, ce système sera opérationnel au niveau du ministère des Finances, avant d'être déployé à ceux de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Agriculture, et des Travaux publics, a-t-elle expliqué.

Outre l'amélioration de la rapidité et la précision des transactions financières, ce système permettra, souligne Mme Alloun, "d'augmenter la sécurité des données financières garantissant une protection maximale contre les menaces de plus en plus sophistiquées".

Conçu pour appuyer les réformes du secteur des finances en Algérie, le PAGFAL, qui se poursuivra jusqu'à février 2027, se décline en diverses activités et prestations destinées aux directions générales du Budget, du Trésor, des Impôts et de la Numérisation, relevant du ministère des Finances. Ces activités portent notamment sur des expertises en matière de gestion budgétaire, de fiscalité et de systèmes d'information, de conseil et de formation.

بسبب تصنيف "غير عادل"

75 مليار دولار "تتهب" من إفريقيا

تتجه القارة السمراء لإنشاء وكالة تنقيط إفريقية خالصة أو وكالة تصنيف التمانى، بمعية البنك الإفريقي للتنمية، ويأتي هذا التوجه على خلفية دعوة مجلس محافظي البنك الإفريقي للتنمية بمشاركة الجزائر في الفلاح جوان بنبروبي العاصمة الكينية، إلى إنشاء وكالة تنقيط إفريقية، من أجل السماح للبلدان الإفريقية بالاستفادة من مزيد من التمويلات لتنميتها الاجتماعية الاقتصادية.

(الجهاز الرئيسي لاتخاذ القرار)، ما يسمح للجزائر بالمشاركة بنشاط في القرارات الهامة المتعلقة بتوجهات سياسات البنك، حيث يشارك ممثلو الجزائر على مستوى مجلس إدارة البنك يشاركون في النقاشات وإعداد المخططات الاستراتيجية للبنك الإفريقي للتنمية والسهر على التكفل الجيد بأولويات تنمية القارة، كما أنهم يتابعون عن كثب حافظة مشاريع البنك من أجل التأكد من تجسيدها طبقا للأهداف المسطرة، وبالتالي ضمان فعاليتها ومطابقتها لأهداف التنمية المستدامة أجندة 2063 الخاصة بالاتحاد الإفريقي، علما أن وزير المالية، لمريز شايد، شارك بصفتة ممثلا لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون في أشغال جمعيات مجمع بنك التنمية الإفريقي (27 إلى 31 ماي 2024).

بالمقابل، هناك إجماع لدى المحافظين على أن إصلاحات الهيكلية المالية العاملة يجب أن تتوافق مع تكثيف جهود البلدان الإفريقية من أجل تحسين بيئة الاقتصاد الكلي، وتعبئة الموارد الداخلية أكثر وتوسيع القاعدة الضريبية المحاربة الفعالة للقطاع الموازيتدفق غير المشروع الفساد، ومن الضروري أخذ بعين الاعتبار الخاصية الإفريقية عند إعداد استراتيجيات المناخ، لا سيما في أوروبا. ويعتبر المسؤولون الأفارقة أن ضريبة الكربون التي ستفرض ابتداء من أواخر 2026 على حدود الاتحاد الإفريقي، ستلحق ضررا بالصناعات الإفريقية. مذكورين "بالحالة الخاصة لهذه القارة التي تساهم به بالمائة فقط من انبعاثات غازات الاحتباس الحراري، حيث أن أثر ضريبة الكربون الأوروبي على اقتصاد القارة تقدر بـ35 مليار دولار كخسائر سنوية على الصادرات.



ويتم التأكيد إفريقيا على أهمية الاستثمار على التقييم AAA لبنك التنمية الإفريقي بغية الحفاظ على دوره كأداة رئيسية للتنمية في إفريقيا، علما أن الجزائر انضمت إلى البنك الإفريقي للتنمية في 10 سبتمبر 1964 هي دولة مؤسسة، وبدأت عمليات البنك الإفريقي في الجزائر في 1971، وبلغت عدد المشاريع التي خصت الجزائر منذ 1967 نحو 64 مشروعاً بقيمة 2.1 مليار وحدة حساب، مستقطاعات المنشآت، مثل النقل والمياه والطاقة، فضلا عن برامج دعم إصلاحات القطاع المالي مثل الصناعة والفلاحة والتعليم.

الجزائر فاعل رئيسي في البنك

تعد الجزائر عضوا مؤسسا للبنك الإفريقي للتنمية، تحتل المرتبة الثالثة من بين البلدان المساهمين الإقليميين، وبالتالي تخول هذه المرتبة لها مقعدا دائما بمجلس إدارته

عادل"، هو مبلغ كبير يمكن تخصيصه للمشاريع التنموية في إفريقيا. كما أوصى مجلس المحافظين بمراجعة طريقة حساب الناتج الداخلي الخام للاقتصاديات الإفريقية، عبر إدراج الثروات الخضراء (الغابات مخزون الكربون) للقارة، وتابع ذات المسؤول بالقول إن التنقيط غير المناسب للناتج الداخلي الخام لإفريقيا يعطي صورة سيئة على اقتصادياتها، لأنه لا يتضمن جميع ثرواتها الطبيعية.

وفيما تم التتويه بمساهمة الجزائر النشطة الفاعلة في مجال تمويل التنمية في إفريقيا، أقر محافظو البنك الإفريقي للتنمية، من جانب آخر، زيادة الموارد المالية "المطلوبة" للهيئة المالية بـ117 مليار دولار، منتقلة من 201 مليار إلى 318 مليار، حيث يسمح هذا الإجراء بتجسيد مزيد من السيولة لتمويل الاحتياجات التنموية للتنمية في إفريقيا.

حفيظ صوابيلي

● كان رئيس مجموعة البنك الإفريقي للتنمية، أكيهومي أديسينا، قد أعلن عقب الاختتام الرسمي لأشغال الاجتماعات السنوية 2024 للبنك الإفريقي للتنمية، أن "مجلس المحافظين قد أكد على ضرورة إنشاء وكالة تنقيط إفريقية من أجل تقييم عادل ملائم للعمليات السيادية وغير السيادية في القارة". وأضاف أن الهدف الأساسي من هذا النوع من الهيئات "ليس لمنافسة وكالات التقييم الدولية، إنما لإرساء ثقافة تصنيف جديدة تأخذ بعين الاعتبار الخصائص المختلفة للاقتصاديات الإفريقية". كما أشار إلى أن إنشاء وكالة تنقيط إفريقية سيسمح، من خلال رؤيتها الجديدة، باقتصاد أزيد من 75 مليار دولار يتم إنفاقها لخدمة الديون، بسبب تصنيف "غير



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger